

La tentative du Bureau

pour faire annuler l'Assemblée Générale Extraordinaire du 23 avril 2012

Pour éviter une défaite possible, l'UNEF et leurs inféodés ont claironné au dernier Conseil d'Administration du 17 avril 2012 qu'ils annuleraient la prochaine Assemblée Générale sous le prétexte d'un article dans les statuts actuellement déposés en Préfecture.

Cela repousserait l'AGE à 15 jours plus tard et mettrait définitivement Éponyme dans l'impossibilité de répondre à temps à l'Appel à candidature pour la gestion du bâtiment EVE...

L'article en question dans les statuts déposée en préfecture le 1^{er} avril 2011 est le suivant :

« 16.3 Pour la validité des décisions de l'Assemblée Générale Extraordinaire (cf. anciens statuts) »

Le Bureau a demandé à la Préfecture les anciens statuts, et comme ils étaient encore archivés, on leur a remis. Le Bureau et sa majorité au CA prétendent que les anciens statuts sont valables du fait qu'ils soient encore en Préfecture.

Ces anciens statuts stipulent que pour se réunir de manière valable, l'AGE doit rassembler la moitié plus un des adhérents (soit un chiffre énorme de plus de 1500 personnes).

Le Bureau et sa majorité au CA ont donc décidé d'employer un huissier au début de l'AGE pour compter les adhérents et pour pouvoir décréter qu'il n'y a pas la moitié des adhérents présents (NB : le nombre total exact des adhérents est d'ailleurs difficilement vérifiable par les adhérents...) et donc que l'AG est annulé et repoussée à dans 15 jours, comme prévu dans ces anciens statuts si le quorum n'est pas réuni.

Face à ce coup de théâtre de dernière minute, vous trouverez une réponse et une explication de la part des autres membres du Conseil d'Administration dans les documents ci-joints :

2- Lettre au bureau et au CA sur la validité de l'AGE du 23 avril.pdf

3- Convocation à l'AGE du 18 janvier 2011.pdf

4- NouveauxStatutsEponyme_proposition[PJ_convocation_AGE_180111].pdf

5- StatutsEponymeEronésA_la-PREF.pdf